

**OBJET : REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT AUTOMOBILE
AVENUE JEAN JAURES A CASTELNAU-LE-LEZ**

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122 (28-29), L.2131 (1-2) et L.2213 (1-2-3-4),

VU le Code de la Route,

VU l'arrêté n° **2026-AVVL-1009** de Montpellier Méditerranée Métropole

CONSIDERANT que l'entreprise « **SOGETREL RHTP** » domiciliée 274 Rue Octave Camplan – 30000 Nîmes doit **entreprendre des travaux de rehausse de chambre télécom,**

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution de ces travaux dans des conditions de sécurité satisfaisantes, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement dans les voies mentionnées précédemment.

ARRETE :

ARTICLE 1.- Validité

Les dispositions du présent arrêté seront applicables du **26/05/2026 au 09/06/2026, UNIQUEMENT DE 09H00 A 12H00 et DE 14H00 A 16H00**, en fonction des besoins et de l'avancement des travaux. Dès lors que tout ou partie d'entre elles ne sera plus nécessaire, leur matérialisation sera retirée sans autre préavis.

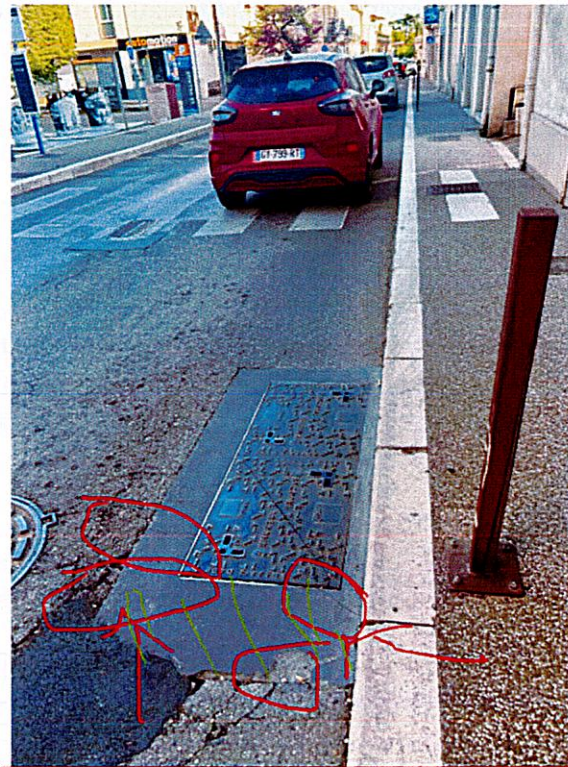
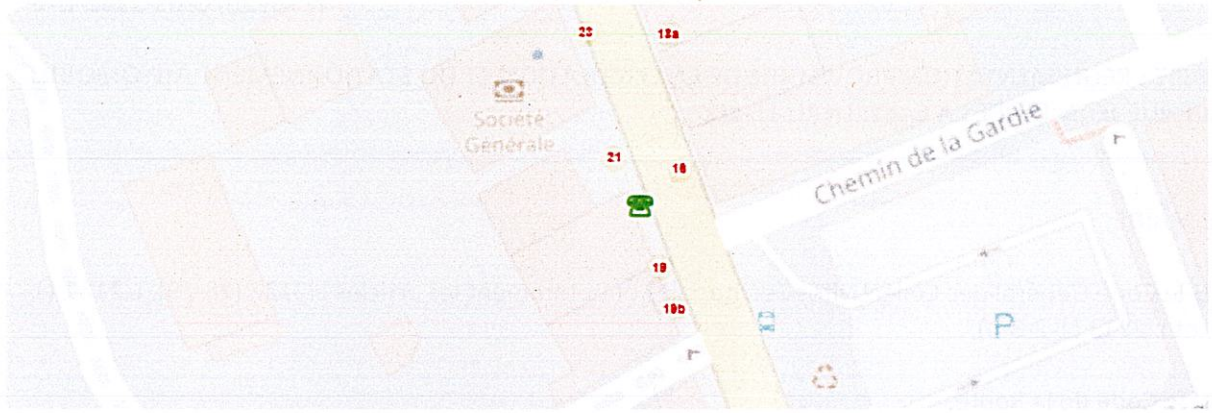
ARTICLE 2.- Circulation publique et stationnement des véhicules

Les dispositions du présent article s'appliquent à la circulation et au stationnement de tous véhicules, à l'exception de ceux utilisés pour les besoins du chantier, des engins de travaux et des services publics.

La vitesse de circulation sera limitée à 30 Km/h, dans l'emprise et aux abords du chantier.

L'arrêt et le stationnement seront strictement interdits et le **stationnement** sera notamment considéré comme gênant, au sens du Code de la Route, au niveau de la section de voie suivante **et uniquement au droit de la zone des travaux :**

- **AVENUE JEAN JAURES**



ARTICLE 5.- Circulation des engins

Les poids lourds et engins, se déplaçant pour les besoins du chantier, seront autorisés à circuler sur le territoire de la Commune de Castelnaud-le-Lez.

Sauf dispositions contraires ou accord express du service gestionnaire de la voirie, l'accès au chantier s'effectuera par les axes principaux et le transit sera strictement interdit sur les voiries secondaires de desserte.

ARTICLE 6.- Signalisation temporaire

La mise en place et l'entretien de la signalisation temporaire, correspondante aux dispositions du présent arrêté, seront assurés par l'entreprise « **SOGETREL RHTP** » et comprennent notamment :

La pose des panneaux de signalisation, conformément aux prescriptions édictées par l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963, pris en exécution du Code de la Route ; y compris tous panneaux relatifs au sens de circulation.

L'installation des panneaux réglementaires 48 heures avant le début des travaux. Leur présence devra être constatée par le service gestionnaire du domaine public, après que la demande lui en sera faite.

L'éclairage, de nuit, des barrages d'interdiction de circuler et de toute zone ou ouvrage représentant un danger potentiel pour les usagers de la voie.

L'entreprise sera tenue de procéder à l'installation de panneaux d'informations, à chaque extrémité du chantier, mentionnant la désignation du Maître d'Ouvrage, le nom et l'adresse de l'entreprise, la nature des travaux et les dates d'exécution des travaux.

ARTICLE 7.- Remise en état et propreté de la voirie

L'entreprise « **SOGETREL RHTP** » sera tenue d'assurer, pendant toute la durée du chantier, le rebouchage provisoire ou définitif des trous et ouvertures réalisés sur la voirie, de manière à garantir en permanence la sécurité des usagers et le maintien de la circulation.

Elle devra également procéder, si nécessaire, au dégagement, au nettoyage et à la remise en état de la chaussée et des abords du chantier à la fin de chaque journée de travaux.

Toutes les sujétions liées à ces opérations seront exécutées aux frais exclusifs de l'entreprise.

ARTICLE 8.- Droits des tiers

La présente permission de voirie est délivrée sous réserve des droits des tiers, qui sont et demeurent expressément préservés, ainsi que des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9.- Recours contentieux

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Montpellier, par la voie du recours pour excès de pouvoir, dans le délai de deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 10.- Exécution du présent arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe, Madame la Commandante de la Compagnie de Gendarmerie, Monsieur le responsable du service Police municipale, Madame la Directrice de l'Aménagement et du Patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, auquel toutes contraventions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois, et dont ampliation sera adressée :

Au permissionnaire pour notification, soit par lettre recommandée, soit aux bureaux de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine qui en conservera un exemplaire.

**FAIT EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX
A CASTELNAU-LE-LEZ, LE 22 MAI 2026 .**

Monsieur Jean-Marie FERTE

Adjoint Maîtrise de l'Urbanisme et
Application du plan « stop bétonisation »



Reçu notification

Le

à

Le permissionnaire
(signature)